

pour se chercher de l'emploi à l'étranger. La politique imprévoyante de protection de ces hommes d'Etat a ruiné notre marché domestique.

L'Angleterre sera le premier pays à se libérer du fardeau de la lutte anormale occasionnée par la guerre, après avoir mis ses alliés en état de résister au prussianisme et à l'exclavage qui menaçaient l'univers à cette époque.

La Grande-Bretagne a enrayé le déclin de la construction maritime. Le mois dernier, les rapports officiels ont montré que cette construction a été de 24,000 tonnes de plus que durant les trois mois précédents, alors que nous avons une marine marchande qu'il vaudrait bien mieux supprimer si le Gouvernement doit maintenir sa politique actuelle.

Les exportations britanniques se sont accrues de 15 millions durant la même période, et l'exercice financier qui vient de s'écouler accusait un surplus de revenus de 500 millions qui sont affectés au rachat de la dette publique, ce qui signifie le problème des finances nationales de cette année. Et, ce qui est le plus important, l'impôt sur le revenu a été réduit de 6 deniers à la livre sterling, sans compter que la taxe des compagnies a été diminuée de moitié et que les droits d'accise sur certains articles ont été abaissés. D'un autre côté, durant notre dernier exercice, nous avons été obligés d'augmenter notre dette publique et le ministre des Finances trouvera difficilement des revenus suffisants pour le prochain exercice.

Les pays protectionnistes contribuent à la production à bon marché en Angleterre en se grevant pour subventionner les importations dans cette contrée, et cette générosité de notre part nous coûte si cher que les financiers de la Grande-Bretagne et d'ailleurs ont été sans cesse occupés à nous prêter de l'argent pour combler l'écart. En même temps, nos ressources naturelles ne sont pas exploitées comme elle devraient l'être, et nous ruinons l'industrie fondamentale qui se subviendrait à elle-même dans d'autres conditions, je veux parler de l'agriculture.

J'avais espéré que le ministre des Finances se serait montré logique au sujet du tarif en présentant son budget. Si nous avons besoin d'un tarif de revenu, pourquoi maintenons-nous des lois et des règlements douaniers qui peuvent absolument, au gré du ministre, prohiber les importations sur lesquelles il nous est possible de percevoir des revenus? Je fais allusion maintenant à la clause relative au dumping avec ses derniers règlements et modifications, tous favorables à ceux qui se préoccupent d'éliminer la concurrence et non

[M. Evans.]

pas de créer des sources de revenus. Quand nous retournerons dans nos circonscriptions, que conseillerons-nous à nos électeurs de faire? Leur proposerons-nous d'acheter des marchandises étrangères afin de nous procurer des fonds pour l'administration du pays? Ou bien les exhorterons-nous à acheter les produits domestiques dont les dispositions relatives aux importations ont haussé les prix, et cela afin de gonfler les coffres des industries qui jouissent de la protection, les coalitions, et le reste en leur accordant de plus l'autorité de l'or qui leur permettra de dicter la politique du pays? Il y a certainement une foule de moyens de trouver de l'argent, sans recourir à la méthode stupide, vicieuse et insatiable qui impose des restrictions à notre commerce avec l'étranger.

On nous a accusés de n'avoir suggéré aucune politique en matière d'impôt. Notre amendement est assez clair à ce sujet, mais je recommanderais, puisque les protectionnistes et libéraux et conservateurs désirent impatiemment un tarif de revenu, la révocation de la loi contre le dumping avec tous ses règlements ce qui permettrait à toutes nos compagnies coopératives de prospérer. Alors l'importation de produits sur lesquels des droits peuvent être perçus augmenterait nos revenus. Puisque les coalitions ne veulent pas permettre la vente coopérative des marchandises, le Gouvernement agit d'une façon arrogante et arbitraire en liant les mains du peuple par cette loi injuste. Le rappel de cette loi tendrait à diminuer le coût de la vie et, conséquemment, celui de la production, ce qui serait un encouragement à l'agriculture et aux industries manufacturières. S'il est une forme de protection que l'association des manufacturiers canadiens doit favoriser entre toutes c'est bien l'esprit national de coopération de la part du consommateur domestique. Mais elle l'a détruit en refusant de vendre ses produits autrement que par les "voies régulières du commerce", selon son expression, par l'intermédiaire des trustards, des revendeurs, des marchands de gros, et d'autres. Ceux-ci sont devenus si tyranniques que quelques manufacturiers eux-mêmes commencent à se rébellier.

Le coût de la vie au Canada est aujourd'hui plus élevé qu'aux Etats-Unis et en Angleterre, et il en sera ainsi tant que les consommateurs n'auront pas la liberté d'acheter n'importe où ce dont ils ont besoin. Les coalitions ont accru leur puissance depuis qu'elles se sont aperçues que la loi de 1910 contre les coalitions était mort-née. Je doute fort que la nouvelle loi ait un autre sort.

Quant à nos sources de revenus, je proposerais une gradation plus accentuée même de